

Note d'Information

FONDATION SOLIDAR ACCES POUR TOUS À L'ÉDUCATION À L'HEURE DE L'ÉDUCATION EN LIGNE

Introduction

COVID-19, la plus récente souche de coronavirus, a obligé tous les pays à s'adapter en ces temps difficiles. L'épidémie de cette maladie respiratoire, qui se propage de personne à personne, est apparue en novembre 2019 en Chine, dans la région de Wuhan. Les autorités n'ayant pas réalisé à quoi elles étaient confrontées, et les symptômes ressemblant à ceux de la grippe, le virus s'est propagé sans contrôle jusqu'à la fin décembre 2019 et au début janvier 2020. Les premières mesures de confinement n'ont été mises en place dans la province de Wuhan qu'à la fin du mois de janvier 2020. Dans l'intervalle, le nouveau point chaud de COVID-19 est devenu l'Italie, et peu après l'Europe entière. D'autres pays ont annoncé différentes mesures de confinement, notamment en limitant les rassemblements de groupes et en confinant les personnes à leur domicile - à l'exception des courses d'urgence, des urgences médicales et des métiers qui ne peuvent être effectués à distance. Étant donné que le nombre de cas d'infection a atteint plus de 300 000 et que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé l'accélération de la propagation du virus, les perturbations actuelles vont certainement durer plus longtemps que prévu.

Le virus engendre des perturbations, qui touchent les populations du monde entier, bien au-delà des personnes infectées qui en sont les premières victimes. **Les blocages**

ont des répercussions sur toutes les activités d'apprentissage, qu'elles soient formelles, informelles ou non formelles. Il n'est pas ici question de suspension de l'apprentissage, mais d'adaptation. Avec des chiffres mis à jour quotidiennement, les données de l'UNESCO révèlent que plus de 1,3 milliard d'apprenants ont été touchés par la fermeture d'établissements d'enseignement à tous les niveaux, 138 États ayant annoncé des fermetures à l'échelle nationale. Tous les apprenants des établissements d'enseignement de l'UE sont touchés par cette situation, car il y a une fermeture à l'échelle de l'UE. **La question est de savoir comment assurer l'éducation tout en veillant à ce que les gens ne soient pas perdus et ne souffrent pas d'isolement.** Dans la même logique que le lancement du télétravail, l'apprentissage en ligne semble la solution pour les apprenants affectés.

L'apprentissage en ligne est-il une alternative viable?

L'apprentissage en ligne n'a pas fonctionné comme prévu et, comme le révèlent nos résultats prochainement publiés dans l'étude « Citoyenneté et éducation tout au long de la vie 2019 », **les systèmes éducatifs européens sont mal préparés à l'apprentissage à distance.** Étant donné que plus de 40 % des citoyens européens ne possèdent pas les compétences numériques de base, comment pourront-ils accéder à l'apprentissage en ligne, ou simplement faire

face à une perturbation comme le COVID-19 sur le long terme? Cette partie de la population est laissée pour compte en raison d'une mise en œuvre inadéquate des stratégies numériques nationales. Toutefois, comme le révèle notre étude, le problème n'est pas seulement un manque de compétences des personnes, mais aussi un manque d'infrastructures. **Il existe une énorme inégalité régionale en matière d'infrastructures numériques et de possibilités d'acquérir des compétences numériques à travers l'Europe.** L'Italie, l'épicentre de la crise COVID-19 en Europe, était censée mettre en place une connexion internet rapide pour les 36% des foyers du sud du pays d'ici 2020. Ce chiffre n'a pas encore été atteint, et il serait encore inférieur de 20 points aujourd'hui au taux d'équipement du reste de l'Italie. Dans ce cas, les gens confinés chez eux, n'ont pas accès au télétravail ou à l'apprentissage en ligne, complètement exclus de la société durant cette période de quarantaine.

On retrouve des situations similaires dans les zones rurales d'Espagne et d'Allemagne. Cette fracture numérique ne fera qu'accentuer le fossé entre les apprenants en terme de résultats scolaires, puisque certains, même s'ils possèdent des compétences numériques, seront distancés par leurs pairs qui peuvent s'engager dans l'apprentissage en ligne. Parmi les pays évalués dans le cadre de notre enquête, seuls le Danemark et le Royaume-Uni ont reconnu comme bien public une connexion internet rapide. L'épidémie COVID-19 révèle que cette reconnaissance devrait être universelle étant donné le niveau de numérisation. Les États n'étaient pas prêts à faire face à de telles circonstances imprévues et cela va aggraver la situation de ceux, qui sont déjà les plus défavorisés dans la société.

Notre étude révèle que **les programmes scolaires n'ont pas été conçus pour une**

société en transition quasi totale vers un environnement numérique. L'impact de COVID-19 exige que les citoyens aient les compétences nécessaires pour se comporter de manière socialement responsable et civiquement consciente dans les espaces en ligne. Comme une éducation critique à l'utilisation des outils numériques n'a pas été suffisamment faite auprès des apprenants, on peut observer des comportements dangereux dans cette période. **La prolifération de fausses nouvelles en ligne** concernant le virus est en plein essor, tandis que les conseils judicieux sont moins visibles dans la surcharge d'informations que reçoivent les citoyens. Cette désinformation en ligne devient criminelle car le non-respect des conseils officiels a entraîné de nombreuses pertes de vies humaines.

Bien que **l'apprentissage en ligne** soit considéré comme la solution à la fermeture des établissements d'enseignement, **la manière dont il devrait être dispensé par les enseignants n'a pas été vraiment préparée.** En Europe, dans le cadre de la formation initiale des enseignants (FIE), moins de 40% déclarent avoir reçu une formation sur les "TIC en classe", et 16 % d'entre eux demandent un développement professionnel continu (DPC) à ce sujet.

La profession d'enseignant connaît une grave pénurie dans de nombreux pays en raison d'un manque de reconnaissance perçue et d'une charge de travail écrasante et mal rémunérée. Le virus vient encore plus affecter des **enseignants** qui étaient déjà sérieusement mis à rude épreuve. Même s'ils manquent de formation adéquate, ils sont censés mettre en œuvre des alternatives numériques qui ne sont pas correctement établies. Les pays de l'UE luttent pour trouver les meilleurs outils à cet effet et chacun a des méthodes d'implémentation différentes. **La mise en œuvre de l'apprentissage en ligne est**

laissée aux enseignants, qui doivent améliorer leurs compétences numériques avec un soutien limité des autorités, étant donné les conditions actuelles de confinement. Cette offre d'apprentissage en ligne est inégale et dépend des ressources (d'infrastructure numérique mais aussi de compétences), dont disposent les établissements d'enseignement, les apprenants à la maison, les facilitateurs de l'apprentissage en ligne. Ainsi de nombreux apprenants sont laissés pour compte. Cette situation pourrait avoir des conséquences sur les résultats scolaires et à plus long terme sur les parcours de vie en renforçant les inégalités et l'exclusion sociale pour les plus fragiles. Bien que nous n'en soyons qu'au début et qu'il soit donc difficile de suivre l'évolution de l'apprentissage en ligne, **les données de la Banque mondiale sur l'Europe et l'Asie centrale révèlent que dans 70 % des pays, les capacités d'apprentissage à distance sont minimales et nul pays ne dispose de ressources universelles liées aux programmes d'enseignement et d'apprentissage**, quels que soient le lieu et le moment.

Sauver l'apprentissage en ligne, un outil numérique à la fois

Dans cette situation, nous voyons comment le retard dans la mise en œuvre des stratégies numériques est traité par les contributions des organisations privées, que ce soit à des fins lucratives ou non. **Le secteur technologique** a fourni de nombreux outils et alternatives pour déplacer le travail et l'apprentissage à distance, une multitude de ces ressources numériques étant offertes sans qu'il soit nécessaire de payer un abonnement premium. [Une liste de ces services est disponible ici](#). Ils facilitent également les opérations des Organisations de la Société Civile, car beaucoup dépendent de ces outils pour pouvoir poursuivre leur activité. La demande des

OSC est plus forte que jamais, alors même que leurs ressources sont menacées par la crise. Cependant, le travail accompli dans toute l'Europe est inspirant. Les OSC ont servi de point d'information pour les citoyens européens pendant cette période d'isolement. **Les membres de la Fondation SOLIDAR ont promu les conseils officiels relatifs à la crise COVID-19, combattu les fausses nouvelles et informé les citoyens sur leur responsabilité en matière de distanciation sociale et de bonne hygiène.**

[La Ligue de l'Enseignement](#) en France, a sensibilisé spécifiquement les 13 millions d'utilisateurs français qui sont analphabètes numériques, en organisant un programme spécifique pour les plus défavorisés par la crise. [Leur programme de solidarité numérique](#) est mis en place en partenariat avec [MEDNUM](#) (une organisation coopérative d'inclusion numérique) et il fournit une plate-forme qui contient des tutoriels sur la façon d'effectuer diverses tâches numériques de base pour les personnes illettrées. Pour ceux qui ne peuvent pas accéder à la plate-forme, un numéro de téléphone est fourni, avec des bénévoles travaillant en équipes de deux heures pour aider à répondre aux besoins numériques de base que les gens pourraient avoir. Cette initiative jette les bases d'un apprentissage numérique et d'une participation responsable à la société numérique.

[La Fondation Willi Eichler](#), en Allemagne, est allée encore plus loin en proposant des formations à l'utilisation des technologies numériques en fournissant des repères éducatifs basés sur le défi #stayathomechallenge. Chaque jour, ils ont mis en ligne diverses suggestions de documentaires, de livres, des articles et autres produits culturels, que les gens peuvent consulter pendant leur confinement. Un concept similaire a été utilisé par les

[CEMEA Belgique](#), avec leur campagne "Bubble of Air Facebook", dans laquelle ils fournissent des podcasts, des vidéos, des articles ou des livres en accès libre, comme suggestions alternatives pendant le confinement. La démonstration de solidarité, associée au matériel pédagogique, révèle un effort pour maintenir l'apprentissage informel à tout prix au sein de la société civile. [Les CEMEA France](#) ont mis à disposition des écoles, des associations des outils numériques de logiciels libres. Bien que le secteur technologique ait offert à tous les utilisateurs un accès gratuit aux outils numériques, la contrepartie est la quantité copieuse de données que des géants tels que Google et Microsoft reçoivent en ces temps d'urgence où tout le monde est constamment connecté. Les CEMEA France offrent ainsi une alternative en donnant accès à une plateforme qui relie tous les outils numériques nécessaires à l'apprentissage en ligne sans collecter de données de ses utilisateurs. [La plateforme Zourit.net](#) proposée par les CEMEA France permet l'apprentissage numérique sans renoncer à la liberté. Cette crise ne doit pas être l'occasion d'utiliser sans discernement tous les outils numériques disponibles.

Réforme du numérique

Les gens se sont rassemblés pendant cette période difficile et ont fait preuve d'un **grand sens de l'innovation pour continuer à promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, dans un esprit de rébellion contre tout ce qui pourrait mettre la vie en suspens.** Toutefois, même avec le soutien de diverses Organisations de la Société Civile et d'acteurs du secteur des entreprises, **l'exclusion sociale d'un grand nombre de personnes, reste une réalité due à l'impréparation des systèmes éducatifs actuels à assurer l'apprentissage tout au long de la vie pour l'intégration de tous dans une société numérique.** Lorsque la crise sera passée,

viendra le temps de la réflexion et les autorités publiques devront agir, en contribuant davantage au développement des compétences numériques. Les stratégies numériques doivent être mises en œuvre et contrôlées efficacement, davantage de ressources doivent être allouées pour combler les lacunes en matière d'infrastructures numériques, les enseignants doivent être correctement préparés à l'utilisation des outils numériques en classe et les OSC doivent être autorisées à participer à la promotion des compétences numériques, compte tenu de la créativité dont elles ont fait preuve pendant cette période, mais aussi de la forte influence qu'elles exercent dans la vie des gens pour la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie.

La Fondation SOLIDAR exhorte toutes les parties prenantes de l'éducation à se réunir pour trouver des alternatives pour mettre fin au manque de préparation à la participation numérique. Elle propose la mise en œuvre et le suivi efficaces des stratégies numériques, la fourniture d'une formation "TIC en classe" pour les enseignants via la FIE et le DPC, la garantie d'environnements d'apprentissage inclusifs ainsi que l'implication de tous les acteurs éducatifs, y compris les OSC, pour la réalisation d'activités d'éducation et de formation numérique tout au long de la vie.